

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 116 – mars 2024 – 5,50 €



Dossier thématique

**Le rôle de la Résistance
dans la Libération de la France**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Les publications humoristiques clandestines en France au début de l'Occupation

En France, les résistants font de l'humour une arme redoutable contre la propagande allemande pour dénoncer les réalités de l'Occupation et de la collaboration. Sous des formes variées allant de la parodie de chanson au poème à acrostiche, des tracts et des fascicules humoristiques circulent durant la première année de l'Occupation. Si la grande majorité sont réalisés par les premiers résistants, d'autres sont parachutés par les britanniques.

Réveiller les consciences par l'humour

Dès l'été 1940, des parodies de poèmes populaires comme la « Ballade des dames du temps jadis » de François Villon se multiplient pour fustiger le pillage de l'occupant (« Dites-moi où, dans quel pays/Sont allés nos chapons du Maine/ Nos vaches grasses, nos brebis/ Et nos moutons de haute laine... »).

Des tracts inspirés de prières chrétiennes tel le *Notre de Gaulle* sont aussi diffusés pour asseoir la notoriété du chef de la France libre face à Pétain (« Notre de Gaulle qui êtes au feu/Que votre nom soit glorifié/Que votre victoire arrive... »).

Dans *Conseils à l'occupé*, brochure imprimée clandestinement à Paris en août 1940, le journaliste socialiste Jean Texcier invite sur un ton ironique les Français à adopter une attitude distanciée face aux Allemands tout en gardant espoir dans l'avenir incarné par l'Angleterre qui continue à se battre (conseil n° 30 : « Tu grognes parce qu'ils t'obligent à être rentré chez toi à vingt-trois heures précises. Innocent, tu n'as pas compris que c'est pour te permettre d'écouter la radio anglaise ? »).

Tous ces jeux littéraires, parce qu'ils sont courts et facilement recopiables et mémorisables, se propagent rapidement. Certains seront même lus à la BBC ce qui contribue à accroître leur diffusion. Ils sont l'expression d'un premier refus : celui de ne pas laisser corrompre son esprit par la propagande du vainqueur. Cependant, faute de moyens, les caricatures sont rares dans la presse clandestine de métropole⁽³⁾ alors qu'elles seront très nombreuses dans les publications britanniques et de la France libre dont certaines seront parachutées.

Un tract humoristique parachuté en France : le « faux billet » Jacques Cœur

Début 1941, la Banque de France met en circulation un nouveau billet de 50 francs à l'effigie de Jacques Cœur, le célèbre argentier de Charles VII. Le recto de ce billet se compose à gauche, d'une représentation de profil de

Jacques Cœur, à droite d'un filigrane en forme de cœur tandis qu'au centre de la vignette est représenté le palais qu'il s'est fait construire à Bourges. La composition est encadrée par deux piliers et dans sa partie inférieure est reproduite en vieux français la devise du grand argentier : « À cœurs vaillans riens impossible » (À cœur vaillant rien d'impossible).

Ce nouveau billet est l'occasion pour les services de propagande alliés de réaliser un tract humoristique, parachuté en France dès juin 1941, dénonçant le pillage de la France par les Allemands.

Son recto reprend la composition originale, mais détournée. Jacques Cœur, dont le visage est caricaturé, est représenté effaré par la somme des 400 millions de « frais d'occupation par jour » écrits sur son parchemin. Ornant les chapiteaux des piliers, des caricatures identifiées par leur signature près du filigrane : Pierre Laval (« Le traître Laval ») et Otto Abetz (« L'espion Abetz »). Dans le bandeau inférieur, la devise « Aux Boches pillants riens impossible » encadrée par une frise de croix gammées désigne le responsable. Pour que le message soit bien compris, la date de la signature de l'armistice (23.6.1940) est mentionnée.

Le verso reproduit un texte qui donne des exemples précis du pillage systématique de la France : « Les 400 millions par jours représentent le double de l'ensemble des dépenses budgétaires pour la France entière. [...] Chaque Allemand coûte au Trésor autant que 80 Français. » Poursuivant la démonstration, ce texte explique que les « Allemands "économisent" plus des deux tiers de ces frais, et avec le montant "achètent" les entreprises françaises [pour] réduire la France entière à l'esclavage économique. »

Au premier semestre 1941, comme les « grands journaux » clandestins de métropole, ce tract parachuté tente de sensibiliser l'opinion française sur la réalité de l'occupation en dénonçant le pillage économique du pays, ...



▲ Recto du billet de 50 francs émis le 13 juin 1940 à l'effigie de Jacques Cœur.

Recto et verso du tract allié, « faux billet » de 50 francs Jacques Cœur, parachuté par des aviateurs anglais près de la ville de Bourges (Cher) dans la nuit du 13 au 14 juin 1941, des exemplaires sont retrouvés à Vornay⁽¹⁾, Vasselay⁽²⁾, Meryès-Bois. ▼



L'humour est ainsi utilisé pour traiter de sujets graves qui touchent les populations rationnées et aviver leur mécontentement. Tous ces écrits et toutes ces caricatures espèrent ainsi transformer ce mécontentement en conduite d'opposition puis en Résistance. ●

Frantz Malassis

(1) Rapport de l'inspecteur principal du poste de la ligne de démarcation de Levat au sous-préfet de Saint-Amand-Montrond du 15 juin 1941 (archives départementales du Cher 5W58). Toutes ces informations m'ont été aimablement transmises par Xavier Truffaut que je tiens ici à remercier.

(2) Lettre du maire de Vasselay adressé au préfet le 19 juin 1941 (archives départementales du Cher 1W72).

(3) Des exceptions existent toutefois comme la caricature d'un officier allemand à Versailles réalisée par Pierre Marié en 1940 laquelle sert de base à des premiers tracts.

En couverture : Août 1944, le général Alexander Patch, commandant en chef de la 7^e armée américaine, passe en revue des FFI qui ont combattu aux côtés des troupes américaines lors de la libération du Var. Vignerat/© Service historique de la Défense, Vincennes. Renseignements militaires adressés à Londres en janvier 1944 par le réseau Eleuthère sur des défenses allemandes à Deauville. DR. Sabotage du pont de Reculafol près de Saint Rambert en Bugy (Ain) le 9 juin 1944. Fondation de la Résistance, fonds Résistance-Fer.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Le rôle de la Résistance dans la Libération de la France

- Libérer le territoire : la pluralité des actions de la Résistance intérieure.... **p. I à V**
Par Fabrice Grenard
- La Libération de Paris, symbole d'une insurrection réussie avec l'aide des Alliés..... **p. VI**
Par Fabrice Grenard
- La Haute-Savoie, premier département de métropole libéré par les seules forces de la Résistance locale..... **p. VII**
Par Fabrice Grenard
- La reddition de la colonne Elster**p. VIII**
Par Fabrice Grenard

Histoire d'objets de la Résistance. p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance..... p. 4-5-6

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance.....p. 7

Hommagep. 8

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance.
Directeur délégué de la publication: Jean-François Treffel, directeur général de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.
Comité de rédaction: Raphaëlle Bellon, Fabrice Grenard, Frantz Malassis.
Contributeurs : Maurice Bleicher.
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression: humancom – 1 rue Claude Matrat – 92130 Issy-les-Moulineaux.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 116: 5,50 €
Commission paritaire n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal: mars 2024

La récente entrée au Panthéon de Missak Manouchian a permis de mettre en valeur la participation des étrangers à la Résistance française. Il était accompagné physiquement dans ce sanctuaire républicain par sa compagne Mélinée et symboliquement par tous les membres des FTP-MOI de son « groupe ». Cette reconnaissance est aussi celle du rôle de la Résistance communiste.

Victimes des soubresauts de violence que connaissait alors l'Europe avec le génocide arménien, les pogroms, la montée des fascismes ; beaucoup d'étrangers ont choisi la France comme patrie d'adoption. Pour eux, la France c'était la nation des philosophes des Lumières, de la Révolution, de la raison et de la culture. La devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité » résume ce que représentait à leurs yeux cette terre de tous les possibles.

Missak et Mélinée Manouchian⁽¹⁾ comme beaucoup de leurs compagnons de lutte immigrés sont venus en France attirés par cet idéal républicain. Aussi lorsque la France, leur patrie d'adoption, s'est trouvée occupée par une force étrangère et que les valeurs républicaines, qu'ils avaient faites leurs, ont été systématiquement niées, ils ont choisi d'agir pour la libérer en s'engageant dans la lutte armée.

En ce mois de mars, nous célébrons par ailleurs le 80^e anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance, adopté dans la clandestinité par toutes les composantes de la Résistance française. Ce texte fondateur a posé les bases d'une société voulue plus juste économiquement et plus équitable socialement après la guerre. La majorité des réformes de structures préconisées par ce programme ont de fait été mises en place entre l'automne 1944 et 1946 par le Gouvernement provisoire de la République française et les premiers gouvernements de la IV^e République.

Ces grands moments de consensus qui ont émaillé l'histoire de notre Nation doivent nous servir d'inspiration. Face aux menaces auxquelles sont confrontés notre pays et le continent européen, cette union de toutes les forces, cette volonté de refonder en incluant chacun et chacune exprimée par le Conseil national de la Résistance est, je pense, un exemple à méditer. C'est là un ferment civique qui peut guider notre réflexion et nos actions de citoyen d'aujourd'hui.

Enfin, je voudrais rappeler que nous avons récemment été touchés par les disparitions d'Yves Meyer et de l'amiral Philippe de Gaulle. Yves Meyer, résistant-déporté, était membre du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance depuis novembre 2020. Philippe de Gaulle, fils du général Charles de Gaulle et d'Yvonne de Gaulle était un Français libre de la première heure. La disparition de toutes celles et tous ceux qui s'étaient attachés à ce que soit créée une structure pérenne pour rappeler le sens de leur engagement et de leur combat nous conforte dans notre volonté de tout mettre en œuvre pour transmettre l'histoire et l'héritage de cette période pour qu'ils perdurent dans les consciences des générations de futurs citoyens.

C'est la raison pour laquelle, j'invite aujourd'hui tous ceux et toutes celles qui le peuvent à nous soutenir par un don, un legs, un abonnement à notre revue⁽²⁾... Tous vos soutiens, même modestes, sont pour nous la preuve de votre attachement à nous voir poursuivre cette mission au nom de leur mémoire. ●



Le mot du Président

Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance



(1) Voir le dossier thématique « Missak et Mélinée Manouchian, un couple dans la Résistance » paru dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 115, décembre 2023 et « Les étrangers dans la Résistance » paru dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 108, mars 2022.

(2) Un bulletin détachable se trouve au centre de ce numéro de votre revue.

Les activités pédagogiques

La Fondation de la Résistance a animé plusieurs conférences et ateliers pédagogiques « hors les murs » dans les établissements scolaires, en Île-de-France et en régions, à destination d'élèves d'écoles primaires, de collèges et de lycées généraux, technologiques et professionnels. Un catalogue des différentes propositions est disponible sur le site de la Fondation de la Résistance. Par ailleurs, des ressources ont été produites pour les enseignants et enseignantes, notamment dans le cadre du CNRD et de la panthéonisation de Missak Manouchian.

Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD)

Afin d'accompagner les candidats et candidates dans la préparation du concours, la Fondation de la Résistance a proposé plusieurs interventions sur le thème du CNRD 2023-2024, « Résister à la Déportation en France et en Europe », devant des publics scolaires. Des conférences animées par Raphaëlle Bellon ont été organisées au collège Sévigné à Paris le 30 janvier et au lycée Montesquieu à Herblay (Val d'Oise, Académie de Versailles) le 29 février. Ces conférences sont l'occasion de développer une présentation générale du thème, en approfondissant certains aspects. Les moments d'explications sont entrecoupés de temps de réflexion, à partir de documents. L'objectif est de fournir des éléments aux élèves pour nourrir un travail individuel et collectif, tout en les faisant réfléchir sur les archives. Des ateliers pédagogiques à partir d'archives ont également été proposés, notamment sur le thème « retracer un parcours pour le CNRD 2023-2024 », comme au collège Saint-Exupéry à Roubaix (Nord, Académie de Lille) le 26 janvier ; à l'école primaire Joliot-Curie à Drancy (Seine-Saint-Denis, Académie de Créteil) le 30 janvier ou au lycée professionnel Édouard Vaillant à Saint-Junien (Haute-Vienne, Académie de Limoges) le 19 mars. Ces ateliers sont pour les élèves l'occasion d'explorer un aspect du thème tout en s'initiant à la recherche historique. De nouvelles ressources ont également été mises à la disposition des candidats et candidates au concours : deux vidéos ont été mises en ligne sur la chaîne YouTube de la fondation. La première propose une mise au point méthodologique pour apprendre à « retracer un parcours ». Elle est accompagnée d'une fiche de synthèse et d'une activité numérique, qui permet aux élèves d'apprendre à chercher des documents en ligne, et à écrire une biographie historique. La seconde vidéo porte sur le thème « Résister à la Déportation, aider et sauver : approches thématiques et méthodologiques ».

Atelier pédagogique à partir d'archives sur Missak Manouchian proposé aux élèves de troisième du collège Saint-Exupéry à Roubaix (Nord).



Le 26 janvier 2024, atelier pédagogique « retracer un parcours » animé par Raphaëlle Bellon dans une classe du collège Saint-Exupéry à Roubaix (Nord).

Panthéonisation de Missak Manouchian

La panthéonisation de Missak Manouchian a également été l'occasion de proposer des ressources et des interventions sur ce thème. Au collège Saint-Exupéry à Roubaix (Nord, Académie de Lille), un atelier pédagogique à partir d'archives a été animé par Raphaëlle Bellon à destination d'élèves de troisième. Un projet pédagogique interdisciplinaire mêlant histoire et littérature a également été monté avec une enseignante de lettres du collège les Bruyères à Courbevoie (Hauts-de-Seine, Académie de Versailles) pour une classe de troisième. Lors de ces ateliers, les élèves travaillent sur la Résistance et plus précisément les FTP-MOI, retracent la vie de Missak et Mélinée Manouchian en l'inscrivant dans le contexte historique de l'époque, mais réfléchissent également sur la mémoire et la manière de représenter leur histoire, en travaillant sur des extraits d'ouvrages (roman, bandes dessinées) et de films. Par ailleurs, Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard ont



contribué à la rédaction d'un dossier sur Missak et Mélinée Manouchian pour le site Lumni enseignement : quatre articles retracent leur parcours, enrichis de vidéos d'archives accompagnées chacune d'éléments posant le contexte historique et d'un éclairage média.

Autres conférences et ateliers pédagogiques

La journée des femmes le 8 mars a suscité comme chaque année des projets en établissements scolaires. La Fondation de la Résistance a été sollicitée pour intervenir en établissements scolaires. Ainsi au collège Albert Camus de Dreux (Eure-et-Loir, Académie d'Orléans-Tours), Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard ont proposé deux conférences autour des femmes dans la Résistance à quatre classes de troisième le 22 mars. Raphaëlle Bellon a ensuite proposé le 24 mars à chacune de ces classes de troisième un atelier pédagogique au cours duquel les élèves ont reconstitué à partir d'archives le parcours de femmes résistantes.

Fabrice Grenard est également intervenu au lycée Jean Bart de Dunkerque le 29 mars (Nord, Académie de Lille) pour évoquer la figure de Jean Moulin dans le cadre d'une journée d'études organisée par les élèves et leur professeure d'Histoire.

Autres activités

Deux lettres d'actualités enseignants ont paru (en janvier-février et en mars-avril), accessibles depuis le site internet de la Fondation. Ces lettres d'actualités ont vocation à présenter l'actualité éditoriale (publications) et culturelle (podcasts radio ou télévisés, expositions, conférences) sur la Résistance, tout en proposant tous les deux mois aux enseignants et enseignantes un document ou une séquence pédagogique à mettre en œuvre en classe avec leurs élèves.

Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard sont par ailleurs tous deux membres du comité académique de labellisation des projets pédagogiques déposés dans l'académie de Paris dans le cadre du 80^e anniversaire des débarquements, de la libération de la France et de la Victoire. ●

RB

LA LETTRE

LE RÔLE DE LA RÉSISTANCE DANS LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

Le rôle joué par la Résistance française lors des combats qui ont permis de libérer la France à la suite du débarquement allié du 6 juin 1944 a donné lieu à de nombreux débats historiographiques. Il a d'abord été surévalué dans l'immédiat après-guerre. Dans le contexte de l'époque, cela apparaissait nécessaire car il fallait ranger la France du côté des puissances victorieuses et pour cela faire oublier la signature de l'armistice et la collaboration mise en œuvre par le régime de Vichy⁽¹⁾. À partir des années 1980, ce rôle de la Résistance a été relativisé. Les historiens lui donnèrent moins d'importance dans les combats de la Libération, mettant en avant à la fois le manque de moyens en armes et équipements mais aussi certaines erreurs stratégiques.

Libérer le territoire : la pluralité des actions de la Résistance intérieure

Par Fabrice Grenard

En cherchant à libérer trop tôt certains territoires alors que les armées alliées s'enlissent dans la bataille de Normandie jusque fin juillet 1944, les résistants se seraient exposés à une répression allemande terrible en juin et juillet 1944⁽²⁾. Cette approche qui n'envisage la Résistance que sous le seul angle militaire a depuis été nuancée. « L'armée des ombres » ne s'est pas contentée de prendre les armes : elle a aussi mené un travail de renseignements indispensable pour la réussite des opérations alliées.

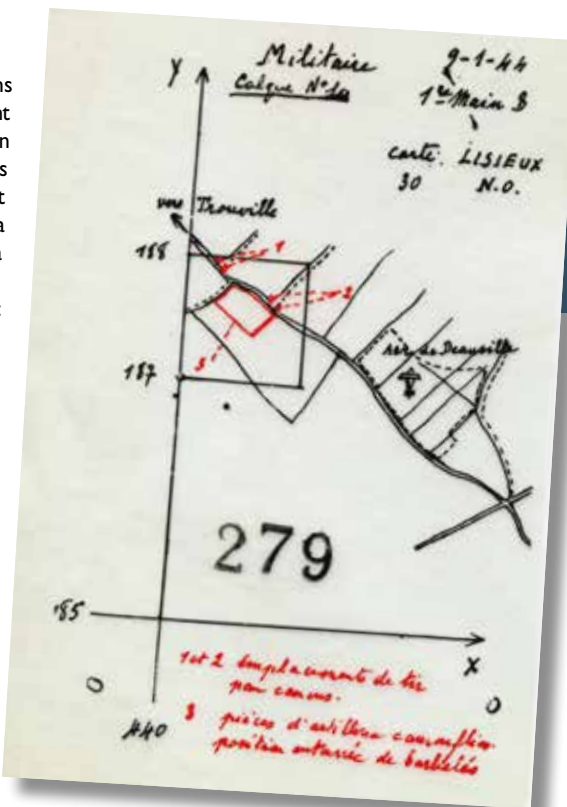
Si la Résistance a joué un rôle important, ce n'est peut-être finalement pas lors des journées de juin 1944 comme cela a souvent été dit, mais en amont d'une part, pour permettre la bonne réussite du Débarquement ; et en aval d'autre part, pour éviter l'enlèvement des Alliés et faciliter leur progression alors que la résistance allemande se révèle plus forte que prévue.

Les renseignements collectés par les réseaux donnent un avantage décisif aux Alliés

Attendu depuis longtemps, le débarquement allié en France est acté à partir de la conférence de Téhéran en novembre 1943 qui réunit pour la première fois Churchill, Roosevelt et Staline. Les préparatifs commencent au début de 1944 avec l'acheminement des troupes en Angleterre. Cette entreprise, la plus grande opération navale de toute l'histoire (6939 navires dont 1213 navires de guerre, 4126 navires de transport et 1600 navires de soutien mobilisés), devait réussir. Un échec aurait fortement compromis la suite de la guerre sur le front ouest. S'attendant à ce que les Alliés débarquent en France, les Allemands avaient d'ailleurs fortifié l'ensemble du littoral. Ils avaient entrepris depuis 1942 la construction du mur de l'Atlantique, un ensemble de bunkers et de pièces d'artillerie s'étendant de Dunkerque à Biarritz⁽³⁾.

Les principaux ports, eux, étaient érigés en « Festungen » (forteresses). La propagande allemande présentait l'Atlantikwall comme infranchissable. C'était sans compter sur l'avantage déterminant dont disposaient les Alliés par rapport à leurs adversaires : le travail de renseignement mené par les réseaux de Résistance en France leur permettait de tout savoir du dispositif allemand et de pouvoir procéder à des bombardements ciblés pour en détruire les éléments les plus importants afin de les rendre inopérants le jour J.

De très nombreux réseaux ont en effet agi en France pour fournir des renseignements aux services secrets britanniques (SOE, IS) ou aux services secrets gaullistes (BCRA). L'un des plus importants fut le réseau Alliance, surnommé par les Allemands « l'arche



SOMMAIRE

- Libérer le territoire : la pluralité des actions de la Résistance intérieure ... p. I à V
Par Fabrice Grenard
- La Libération de Paris, symbole d'une insurrection réussie avec l'aide des Alliés p. VI
Par Fabrice Grenard
- La Haute-Savoie, premier département de métropole libéré par les seules forces de la Résistance locale p. VII
Par Fabrice Grenard
- La reddition de la colonne Elster p. VIII
Par Fabrice Grenard

◀ Renseignements militaires adressés à Londres en janvier 1944 par le réseau Eleuthère sur des défenses allemandes à Deauville. Patiemment collectés par les agents, synthétisés par la « centrale » et transcrits sur calque à partir d'une carte d'état-major, ces renseignements stratégiques permettent de donner des informations précises aux Alliés sur les installations de l'armée allemande.

de Noé », ses membres utilisant des noms d'animaux comme pseudonymes. En 1942 et 1943, Alliance a tissé sa toile tout le long de la façade atlantique, recrutant des agents dans le Cotentin, en Bretagne, en Vendée et dans la région de Bordeaux. Grâce aux informations collectées, le réseau a pu faire remonter à Londres un plan détaillé de l'ensemble des défenses du mur de l'Atlantique ainsi que des informations sur l'emplacement des principaux dépôts de munitions, qui seront bombardés par les Alliés au cours des jours qui précèdent le débarquement⁽⁴⁾. Grâce aux informations fournies par l'ingénieur Michel Hollard et à son réseau Agir, les Alliés ont également eu connaissance en 1943 de la construction de sites de lancement de VI tournés vers l'Angleterre⁽⁵⁾ dans la Somme (à Yvrench). À partir de la fin du mois de décembre 1943, ces sites sont systématiquement bombardés par la RAF (opération Crossbow) afin de les neutraliser. Fin janvier 1944, 80 % des rampes de lancement étaient hors d'usage. Pour le général Eisenhower, l'Opération Overlord aurait été impossible si les Allemands avaient pu parvenir à développer ces nouvelles armes et cibler la côte sud de l'Angleterre depuis les côtes normandes⁽⁶⁾.

Des commandos parachutés en France occupée pour intégrer la Résistance française à la stratégie alliée

Si peu de Français débarquent sur les plages de Normandie le 6 juin (à la présence du commando Kieffer s'ajoutent toutefois plusieurs milliers de marins et de pilotes français intégrés dans différentes unités



Archives nationales (France), AG3(2)/441

▲ Carte constituant l'annexe 1 de l'étude n°2 du Bureau Central de Renseignement et d'Action de Londres, rédigée en février 1944 et intitulée « La Résistance dans son action militaire ». Cette carte montre qu'en février 1944, le BCRA, dans l'hypothèse d'un débarquement en Normandie, imagine ce que pourra être l'action des résistants et des maquisards pour participer à la bataille de la Libération de la France.

britanniques⁽⁷⁾, la Résistance française n'en a pas moins été intégrée dans la stratégie alliée et a joué un rôle important lors du débarquement. Les Forces françaises de l'intérieur (FFI) ont été créées en février 1944 afin de placer l'ensemble des unités combattantes de la Résistance sous un seul commandement et de mieux coordonner leurs actions avec celles des Alliés. Des commandos alliés sont parachutés en nombre en France occupée au cours des semaines qui encadrent le débarquement afin de préparer les actions que la Résistance doit mettre en œuvre pour perturber les Allemands sur leurs arrières.

Des agents britanniques du SOE ont été parachutés dans toutes les zones importantes de maquis bien avant le débarquement afin de favoriser les parachutages et les distributions d'armes. Des officiers du SOE jouent à ce titre un rôle considérable auprès de la Résistance intérieure comme c'est le cas du major Georges Starr dans la région de Toulouse, de Roger Landes en Gironde ou encore de Jacques Poirrier en Corrèze. Pour encadrer la guérilla et coordonner ses actions avec celles des armées alliées, des équipes *Jedburgh* sont également envoyées en France au moment du débarquement du 6 juin 1944. La stratégie consiste à associer des officiers français et alliés. Les équipes se composent le plus souvent d'un « trinôme » : un officier qui dirige la mission, un opérateur radio, un agent de liaison, auxquels s'ajoute parfois un « instructeur » spécialiste du sabotage. Afin d'assurer la réussite de la mission, un des membres maîtrise toujours la langue française. Une fois parachutés dans le secteur qui leur a été attribué, elles doivent établir le contact avec le maquis local (le plus souvent par l'intermédiaire du responsable SOE déjà en place), organiser des zones de largage et demander des parachutages, mettre en application localement les différents plans de sabotage destinés à paralyser les transports et moyens de communications allemands, former les maquisards au maniement des explosifs et à la guérilla. Quatre vingt-treize équipes sont programmées pour être envoyées en France le jour J. En juin et juillet 1944, 25 équipes sur les 93 prévues ont déjà été parachutées en Bretagne, dans le Centre, le Sud-Ouest et le Sud-Est. Cinquante-quatre nouvelles équipes le seront à leur tour en août, dans la vallée du Rhône, au lendemain du débarquement de Provence, ou dans l'Est de la France quand l'armée allemande commence à battre en retraite.

Souvent méconnu, le rôle de ces commandos alliés a été très important pour intégrer la Résistance française au sein de la stratégie alliée lors des combats de la Libération et développer sur tout le sol français des actions de guérilla destinées à affaiblir les Allemands sur leurs arrières.

Sabotages et actions de guérilla pour paralyser les communications et transports allemands

La Résistance française met en application au cours des journées qui suivent le 6 juin les différents plans de sabotages décidés à Londres pour paralyser les communications et transports allemands. À partir du 5 juin, 210 messages personnels⁽⁸⁾ sont diffusés sur les ondes de la BBC (« les dés sont sur le tapis », « il fait chaud à Suez »). Pour les résistants destinataires, c'est le signal pour passer à l'action. Plusieurs plans avaient été définis par les services du *Bloc planning* développés au sein du BCRA, les services secrets de la France libre. Les plans vert (destruction ferroviaire), rouge (destruction des dépôts de munitions), bleu (sabotage des lignes électriques), violet (sabotage des lignes téléphoniques) auxquels s'ajoute également le plan « Tortue » (actions à mener contre les divisions blindées allemandes susceptibles de se porter en Normandie).

Le 6 juin 1944, à l'annonce du Débarquement, la Résistance passe à l'action partout sur le territoire. Des groupes de combats et des équipes de saboteurs se forment, des armes sont distribuées, des barrages sur les routes sont mis en place. Au total, près d'un millier de coupures ferroviaires sont réalisées sur l'ensemble du territoire. Le trafic ferroviaire chute de 50 % entre le 19 mai et le 9 juin.

Ces sabotages ne sont pas les seules actions menées par la Résistance, qui déclenche également de véritables insurrections à l'annonce du Débarquement dans les principales zones de maquis situées dans le Centre, le Sud-Ouest et le Sud-Est. En quelques jours, les maquis déjà existants connaissent un afflux de volontaires, gonflant les forces vives, tandis que des maquis mobilisateurs se créent dans des zones qui en étaient dépourvues comme à Saint-Marcel dans le Morbihan. Des garnisons allemandes sont attaquées, des tentatives pour libérer certaines villes sont menées. Dans les Hautes-Alpes, Barcelonnette est la première sous-préfecture temporairement libérée le 7 juin 1944. Dans le Vercors, le 9 juin, le maquis « verrouille » le plateau afin d'en contrôler les différents accès. Dans l'Ain, Romans-Petit et ses hommes investissent le 8 juin Nantua et Oyonnax. Dans le Massif-Central, les cantons de Vabre (Tarn) et de Mauriac (Cantal) font figures de territoires libérés par les maquis locaux dès le 7 juin. Dans le Centre, les forces de l'Armée secrète (AS) libèrent plusieurs préfectures et sous-préfectures : Saint-Amand-Montrond dans le Cher le 6 juin, Guéret le 7 juin dans la Creuse, Argenton-sur-Creuse le 9 juin dans l'Indre. À Saint-Amand-Montrond et Argenton les forces allemandes sont quasi inexistantes et les maquisards affrontent surtout des unités de la Milice ou des Groupes mobiles de réserve (GMR), transformant en certains lieux la libération du territoire en affrontement franco-français. Mais à Guéret, les maquisards du lieutenant-colonel « François » (Albert Fossey) luttent contre une garnison allemande retranchée dans l'école de la ville. Il en est de même à Tulle où



Archives départementales du Cher

▲ Mi-août 1944, les FFI du Cher reçoivent le renfort de parachutistes britanniques du *Special Air Services* (SAS), commandés par le lieutenant Davidson.

Sabotage du pont de Reclafol près de Saint Rambert en Bugey (Ain) sur la ligne Ambérieu à Culoz, le 9 juin 1944. ▼



Fondation de la Résistance, Fonds Résistance-Fer

les FTP de Corrèze lancent une attaque générale les 7 et 8 juin contre les unités allemandes cantonnées dans la préfecture.

Les drames de juin et juillet 1944

Si ces actions ont été importantes et qu'elles ont pu gêner les Allemands, elles n'ont peut-être pas été aussi décisives qu'on a bien voulu le dire parfois. L'armée allemande n'est pas paralysée en juin 1944 et ne s'effondre pas dans les semaines qui suivent le Débarquement, malgré l'offensive alliée et les actions de la Résistance. Elle résiste même mieux que prévue et malgré les sabotages, les transports et communications fonctionnent. L'occupant arrive en général à rétablir assez vite les lignes de chemin de fer ou lignes électriques qui ont été sabotées. Le « plan Tortue », qui devait retarder l'acheminement des renforts allemands vers le front de Normandie, a souvent été présenté comme l'une des grandes victoires des maquis en juin 1944. S'il a pu être efficace en certains lieux, son bilan doit être nuancé. Si certaines forces allemandes ne se sont pas immédiatement portées vers le front, ce n'est pas tant qu'elles aient été freinées par les maquis dans leur progression mais plutôt que l'ordre leur avait été donné par Hitler de ne pas bouger afin de ne pas dégarnir les réserves allemandes, le *Führer* étant persuadé qu'un second débarquement interviendrait dans le Nord.

Souhaitant maintenir au maximum les lignes de transport et de communication nécessaires aux déplacements de ses troupes, le haut commandement allemand veut à tout prix éviter que des régions entières ne se libèrent et puissent servir de bases à des attaques contre ses troupes, voire à l'accueil de troupes aéroportées alliées. Ce contexte explique la violence de la réaction allemande en juin contre les maquis du Centre et de l'Ouest de la France. Transféré en France après avoir combattu sur le front de l'Est, la division *Das Reich* reçoit le 5 juin pour instruction d'éradiquer les maquis du Limousin⁽⁹⁾. Quittant le 6 juin son cantonnement de Montauban, elle n'a donc pas pour



© Service historique de la Défense, Vincennes

▲ Le maquis du Vercors. Prise d'armes pendant la période dite de la République du Vercors.

Affiche annonçant l'instauration de la République du Vercors le 3 juillet 1944 alors que le plateau est sous le contrôle total du maquis.



Fonds Eugène Chavant, Musée de la Résistance et de la Déportation-Département de l'Isère, inv.2022.0.16

objectif de se rendre le plus rapidement possible en Normandie mais bien de reprendre le contrôle d'une région où les maquis sont passés à l'action, investissant plusieurs villes (Guéret, Argenton, Tulle). Tout au long de son parcours, la *Das Reich* développe une répression sanglante, visant à démanteler les maquis mais aussi à terroriser la population. À Tulle, la division se livre le 9 juin à de terribles représailles. Tous les hommes sont arrêtés. Quatre-vingt-dix-neuf d'entre-eux sont pendus⁽¹⁰⁾. Le soir même, le nouvel ordre donné de rejoindre la Normandie oblige la *Das Reich* à quitter le Limousin. Avant de partir, la division porte à son paroxysme sa stratégie de terreur. Le 10 juin, à Oradour-sur-Glane, où aucun acte n'avait pourtant été mené par la Résistance, elle massacre 643 habitants, y compris les femmes et enfants. Il s'agit du plus grand massacre de civils en France au cours de la période.

Dans le Cantal, le maquis mobilisateur du Mont-Mouchet présente un risque pour les Allemands : celui de voir se constituer un réduit au cœur de l'Auvergne. La colonne Jesser, spécialisée dans les opérations anti-maquis et dont le chef Kurt Jesser a acquis une importante expérience sur le front de l'Est, déclenche une attaque générale au lendemain du débarquement allié. Entre le 10 et le 20 juin, les combats du Mont-Mouchet coûtent la vie à 250 maquisards et font 160 blessés. Dans le Centre, les Allemands anéantissent en quelques jours les maquis qui se sont formés à l'annonce du débarquement, comme le maquis de Souesmes en Sologne. Dans la Nièvre, la contre-offensive allemande contre les maquis du Morvan se traduit par des massacres dans plusieurs villages comme à Montsauche (25 juin) et surtout Dun-les-Places (26-28 juin⁽¹¹⁾). Dans le Morbihan, le maquis de Saint-Marcel, où sont parachutés des forces SAS, est attaqué le 18 juin. Après avoir résisté une journée entière, les maquisards sont obligés de se replier et se disperser. Beaucoup seront victimes de la répression allemande au cours des jours suivants.

Jugeant leur importance moindre sur le plan stratégique du fait de leur éloignement du front,

les Allemands n'interviennent pas dans un premier temps dans les zones de maquis situées plus à l'Est (Alpes, Jura). Ce choix permet à certains secteurs d'être libérés provisoirement, comme dans l'Ain et surtout le Vercors où les résistants proclament la « République du Vercors ». L'évolution de la situation militaire et la nécessité du côté allemand d'éviter un morcellement trop important du territoire français alors que commence à se préciser la nécessité d'une retraite, amènent à partir de la mi-juillet à réévaluer le danger que constituent ces zones aux mains des maquis. Le caractère stratégique du couloir rhodanien notamment se renforce dès lors que se précise la possibilité d'un débarquement en Provence. Une opération de grande envergure débute le 10 juillet pour reprendre le contrôle de l'Ain. Les événements liés à l'opération *Treffenfeld* sont appelés dans l'Ain « juillet rouge », en référence au sang versé. Les massacres les plus importants font douze victimes à Neuville-sur-Ain (11 juillet), treize à Nantua (12 et 13 juillet), seize à Charchilla (11 juillet) et vingt-quatre à Dortan (20 juillet). Plusieurs communes sont pillées et détruites, notamment Dortan. L'opération *Treffenfeld* se termine le 21 juillet, avec un total de 350 victimes⁽¹²⁾.

Le même jour débute l'opération *Bettina* contre le maquis du Vercors : c'est la plus importante opération menée par la *Wehrmacht* contre un maquis en Europe occidentale. L'attaque allemande met fin à six semaines au cours desquelles les habitants du plateau avaient pu vivre dans l'illusion de la libération et d'une fausse sécurité. Le général Pflaum, qui commande la 157^e division, dispose de 9000 hommes. La bataille dure jusqu'au soir du 23 juillet. Deux cents résistants tombent les armes à la main. Cent cinquante autres perdront la vie au cours des journées suivant la prise du plateau par les Allemands, victimes d'exécutions sommaires après leur capture. Du côté allemand, l'état officiel des pertes, établi le 11 août 1944, dénombre 65 tués, 18 disparus et 133 blessés. Ce bilan fait du Vercors le combat le plus meurtrier livré



I AF 274, fonds documentaire Pôle Musées, Ville de Tulle

▲ Affiche « Citoyens de Tulle ! » 9 juin 1944. Affiche allemande placardée dans les rues de Tulle le jour de la pendaison de 99 hommes.



Service historique de la Défense, Vincennes

▲ Durant les combats de la libération de Marseille, des FFI sont en embuscade sur la Canebière.



Photo Julia Pirotte-Droits réservés succession Julia Pirotte

▲ Août 1944. Libération de Marseille. Le maréchal de Lattre salue des FFI.



Centre culturel américain, reproduction autorisée.

▲ Le général en chef Alexander Patch, commandant en chef de la 7^e armée alliée, décore Marc Rainaut, de la *Silver star*. Ce jeune FFI a été blessé au cours des combats pour la libération du Var.

en France opposant la *Wehrmacht* et les maquisards. La population civile paye également une nouvelle fois un prix très lourd. La commune de Vassieux perd 72 de ses habitants ⁽¹³⁾.

Juillet 1944 marque également les dernières grandes interventions allemandes contre les maquis du Centre de la France. Après avoir démantelé le maquis du Mont-Mouchet, la colonne Jesser qui a installé son PC à Ussel continue ses opérations de ratisage dans tout le Massif Central. En Haute-Vienne, le maquis Guinguoin est la cible d'une opération allemande menée entre le 16 et le 24 juillet. Lors de la bataille dite du mont Gargan, le maquis résiste plusieurs jours avant de se replier pour éviter l'encerclement.

Des actions coordonnées favorisent la progression des troupes alliées le long des vallées de la Seine et du Rhône

Si les tentatives d'insurrection menées par la Résistance pour libérer certains territoires avant l'arrivée des Alliés ont finalement partout échoué en juin et juillet 1944, elles ont toutefois obligé les Allemands à maintenir des forces importantes en arrière du front, qui feront donc défaut en Normandie où se joue la bataille décisive.

Dans cette région, après plusieurs semaines d'enlèvement dans le bocage normand, la situation militaire bascule en faveur des Alliés fin juillet avec la percée d'Avranches (opération *Cobra*) réalisée par le général Patton. Début août, les troupes alliées reçoivent le renfort de la 2^e DB du général Leclerc, formée au Maroc en août 1943 avant de rejoindre l'Angleterre en avril 1944 et qui débarque dans le secteur d'Utah Beach à Saint-Martin-de-Varreville près de Carentan. Forte de 16 000 hommes et 5 000 véhicules, la 2^e DB devient l'un des fers de lance de la poussée alliée vers l'Est en direction du Mans puis de Chartres. Au cours de leur progression, les Alliés bénéficient partout de la mobilisation des forces FFI locales qui leur servent de guide sur le terrain et perturbent les forces allemandes sur leurs arrières en opérant des sabotages et actions de guérillas. Alors que les Alliés se rapprochent de la capitale tout en ayant dans un premier temps pour objectif de la contourner afin de progresser le plus vite possible vers l'Allemagne, l'insurrection éclate à Paris le 19 août. Sous la direction du colonel Rol-Tanguy, les FFI dressent des barricades et occupent certains sites stratégiques comme la préfecture de police. Dans la soirée du 22 août, Leclerc et sa 2^e DB reçoivent l'ordre de marcher sur Paris, qui est libérée le 25 août **(voir page VI)**.

Dans le Sud de la France, les Alliés obtiennent une nouvelle victoire décisive avec la réussite du débarquement en Provence le 15 août ⁽¹⁴⁾. La participation française à ce second débarquement est beaucoup plus importante que le 6 juin car l'Armée B commandée par le général de Lattre de Tassigny et qui deviendra quelques semaines plus tard la 1^{ère} Armée française prend pied sur les plages varoises aux côtés de trois divisions américaines. Le 19 août 1944, de Lattre de Tassigny reçoit du général Patch, commandant la 7^e armée américaine, l'ordre de

prendre Toulon et Marseille. À Marseille, les opérations sont facilitées par l'insurrection déclenchée le 21 août à l'intérieur de la ville. Les FFI occupent rapidement nombre de bâtiments et de carrefours jusqu'à l'arrivée des tirailleurs algériens de la 3^e division d'infanterie algérienne (3^e DIA) du général de Monsabert le 23 août. Les combats se poursuivent jusqu'à la capitulation du général Schaeffer le 28 août. Le bombardement de Marseille a été évité. Le 29, de Lattre assiste au défilé de l'armée d'Afrique sur la Canebière.

La victoire obtenue en Provence permet aux troupes franco-américaines de progresser vers le nord en remontant la vallée du Rhône. L'état-major allié estimait qu'il faudrait au moins trois mois pour atteindre les villes de Lyon et Grenoble depuis Marseille. C'était sans compter l'apport de la Résistance intérieure. Dans tout le Sud-Est de la France, l'annonce du débarquement de Provence provoque une nouvelle mobilisation des maquis, comme après le 6 juin. Les FFI des massifs alpins vont ouvrir par leurs actions le couloir rhodanien aux Alliés en multipliant les embuscades, en attaquant les garnisons et les convois isolés, en harcelant partout l'ennemi sur ses arrières. La Haute-Savoie est le premier département libéré en France métropolitaine par les seules forces de la Résistance locale le 19 août 1944 **(voir page VII)**. Grenoble est libéré le 22 août. Et moins de trois semaines suffisent après le débarquement de Provence pour que les troupes franco-américaines atteignent Lyon, libérée le 2 septembre. Par ses actions, la Résistance a indéniablement accéléré le calendrier de la libération du Sud-Est de la France et la progression des Alliés vers le Reich depuis la vallée du Rhône.

Libérer les territoires situés à l'écart de la progression alliée

Hitler ordonne le 17 août un repli général des troupes stationnées à la fois dans le Sud-Est mais aussi dans tout le Sud-Ouest où de nombreuses unités risquaient d'être prises en tenaille par la double progression alliée le long de la vallée de la Seine au Nord d'une part, et de la vallée du Rhône à l'Est d'autre part. Dans tout le Sud-Ouest resté à l'écart des opérations alliées, les maquis en profitent pour attaquer des garnisons de plus en plus isolées et qui ne peuvent plus guère compter sur l'envoi de renforts comme ce fut le cas au cours des semaines qui avaient suivi le 6 juin. Retenant les leçons des échecs et des drames de juin, dont l'affaire de Tulle fut la plus emblématique, les états-majors locaux préfèrent aux attaques frontales une stratégie visant à asphyxier des garnisons allemandes privées de toute perspective de secours pour les amener à se rendre. Les victoires obtenues en août, qui permettent de libérer de très nombreux territoires avant l'arrivée des troupes alliées, constituent pour les maquisards une véritable « revanche » après les coups terribles portés par la répression allemande au cours des mois précédant.

Dans le Sud-Ouest, Brive, sous-préfecture de Corrèze, est la première ville de France à se libérer grâce aux seules forces de la Résistance, le 15 août 1944. Le 19 août 1944, après que l'occupant est parti, les groupes FFI de Dordogne-Nord entrent

Enfin, nous sommes un grand jour les vaillants F. F. I. armés de F. N. triomphalement entrés par les formations de F. F. I. et aidés à elles par l'Armée Populaire des F. F. I. Arrivés dans la ville.

C'est grâce à leur courage et leur ténacité, grâce à l'attitude résistante des travailleurs de Limoges et grâce depuis le 17 Août, grâce aux détachements armés de la Ville qui ont vu leur victoire commémorée à 64 journées.

C'est aussi à la suite de ces faits, M. B. et G. G. ont pu porter les armes contre leurs compatriotes qui la garnison allemande en position dangereuse, ne pouvant plus compter sur la Milice division, c'est pourquoi constituée de ce rendre le 21 Août 1944 à 21 heures à l'Etat Major Départemental Interallié Franco-Anglo-Américain à la suite de négociations engagées sur l'initiative du Comité de F. N. de la Haute-Vienne.

PEUPLE DE LIMOGES

La victoire allemande, il faut la considérer. Pour cela, tout acte dans nos organisations et services le Comité Départemental de la Libération.

Glorie aux F. F. I. !
Tient nos alliés Anglo-Américains-Russes !
Fiers Limoges Libérés !
VIVE LA FRANCE !
Vive la France en la suite pour la Libération et l'Indépendance de la France.

© Musée de la Résistance / Ville de Limoges

dans Périgueux. Le 21 août, Limoges est libérée à son tour par les FFI de Georges Guingouin. Fin août 1944, le Sud-Ouest est pratiquement vidé de toute présence allemande. Si le facteur premier de cette situation reste l'ordre de retraite donné par Hitler, la stratégie de harcèlement et d'encercllement des unités allemandes a bien accéléré la libération. Le 28 août, les FFI peuvent entrer dans Bordeaux. Le grand Sud-Ouest est libéré, à l'exception des poches de l'Atlantique le long du littoral où quelques troupes allemandes s'accrochent jusqu'à la fin de la guerre.

Outre la libération des principales villes, l'une des principales victoires à mettre à l'actif des FFI du Sud-Ouest et du Centre de la France est également la reddition dans l'Indre, le 10 septembre de la colonne Elster, harcelée tout au long de son parcours par les FFI locaux (**voir page VIII**).

L'amalgame et la fin de la guerre

Au fur à mesure que des territoires se libèrent, une nouvelle question se pose : quel rôle pour les FFI ? À la fois pour les mobiliser dans le cadre d'une stratégie de harcèlement des Allemands qui battent en retraite mais aussi par crainte de voir des villes comme Toulouse où Limoges tomber totalement aux mains des chefs de maquis locaux qui s'opposeraient ensuite aux représentants du pouvoir central, des « colonnes FFI » sont constituées. La plus importante est le groupement mobile des FFI du Sud-Ouest et du Centre, confié au colonel Schneider. La colonne Schneider poursuit l'armée allemande et participe aux combats qui ont lieu début septembre dans le secteur d'Autun.

La colonne Schneider constitue une tentative originale de mettre sur pied une unité militaire dans laquelle les anciens maquisards garderaient leur identité. Mais le général de Lattre qui commande la 1^{ère} Armée française est opposé à la création de divisions spécifiquement FFI. Il craint qu'elles soient trop attachées à leurs propres chefs et ne respectent pas toujours la discipline en vigueur dans l'armée. Après avoir rencontré de Lattre à Lyon le 14 septembre, de Gaulle adopte deux décrets qui

fixent les conditions de l'amalgame et confirment les dispositions souhaitées par le chef de la 1^{ère} Armée. Le décret du 19 septembre 1944 prévoit que les FFI se regroupent en bataillons de marche qui seront ensuite affectés à des divisions existantes. Seules quelques exceptions sont faites, permettant à certaines unités de garder leur autonomie, notamment pour les FFI de Rhône-Alpes qui constituent la division alpine FFI. Le second décret du 20 septembre impose le retour dans leur foyer des FFI qui ne veulent pas signer d'engagement dans l'armée régulière⁽¹⁵⁾.

Les anciens FFI qui ont fait le choix de s'engager dans l'armée régulière en septembre 1944 combattent sur différents fronts jusqu'à la victoire finale le 8 mai 1945. Ceux qui ont intégré la 1^{ère} armée participent aux combats dans l'Est de la France et sur le Rhin. D'autres qui ont rejoint la division alpine se battent sur le front des Alpes contre les troupes allemandes de Kesselring qui résistent dans le Nord de l'Italie. Enfin, des unités composées de FFI du Sud-Ouest et du Centre de la France sont intégrées aux Forces Françaises de l'Ouest (FFO), dirigées par le général Larminat et qui ont reçu pour mission d'assiéger les poches allemandes de l'Atlantique (Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle, Dunkerque et Royan).

Sans être décisif puisque le territoire a d'abord été libéré par les Alliés, le rôle de la Résistance française n'en a donc pas moins été important. Les résistants

◀ Affiche « Limoges libérée ». Située à l'écart des axes de progression alliée au nord de la Loire et dans la vallée du Rhône, Limoges appartient à la catégorie des villes libérées en août 1944 par la seule action des forces FFI locales.

ont contribué à faciliter les opérations alliées et à affaiblir les Allemands sur leurs arrières, accélérant le calendrier de la Libération et donc de la fin de la guerre. Cette participation à la Libération s'est faite au prix de nombreux sacrifices et d'un important coût humain. Quinze mille FFI ont perdu la vie au cours des combats de la Libération entre juin 1944 et la fin de la guerre en mai 1945. ■

(1) Dans son célèbre discours prononcé le 25 août 1944 à l'hôtel de ville de Paris, le général de Gaulle a posé les bases de cette approche en évoquant à aucun moment le rôle des Alliés.

(2) Gilles Vergnon, « Se libérer seuls et trop tôt (juin-juillet 1944) » in *Prendre le maquis*, Paris, Libel, 2017.

(3) Le mur de l'Atlantique n'est toutefois pas un élément défensif continu. Le général Rommel nommé inspecteur des fortifications à l'Ouest le 5 novembre 1943 se rend compte de la situation et s'emploie à multiplier les obstacles sur les plages pour empêcher les barges de débarquement d'accoster. (4) Guillaume Pollack, *L'armée du silence. Histoire des réseaux de résistance en France*, Paris, Tallandier/ Ministère des Armées, 2022.

(5) Georges Martelli, *L'homme qui a sauvé Londres*. Michel Hollard, Paris, Tallandier, texto, 2023.

(6) Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe*, Doubleday, 1948.

(7) Benjamin Massieu, *Les Français du Jour J*, éditions Pierre de Taillac, 2020. Aux 177 membres du commando Kieffer qui débarquent sur la plage de Sword Beach il faut ajouter 38 parachutistes français, 2600 marins qui se trouvent sur les 12 navires français engagés au sein de la flotte alliée et 272 aviateurs.

(8) Les messages codés ou messages personnels diffusés par la BBC permettent de transmettre clandestinement un mot d'ordre dans le cadre de la préparation d'opérations de Résistance (mise en alerte de groupe à l'occasion d'un parachutage ou d'un atterrissage clandestin, exécution d'un sabotage...)

(9) Max Hastings, *La division Das Reich et la Résistance, 8 juin-20 juin 1944*, Paris, Tallandier, texto, 2014.

(10) Fabrice Grenard, *Tulle 9 juin 1944. Enquête sur un massacre*, Paris, Tallandier, 2014 (réédition texto 2024).

(11) Marcel Vigreux, « Les villages martyrs de Bourgogne », Association pour la recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan, 1994.

(12) Peter Lieb, « La répression et les opérations militaires allemandes contre le maquis du Jura » in *Prendre le maquis, op. cit.*

(13) Gilles Vergnon, *Le Vercors. Histoire et mémoire d'un maquis*, Paris, L'Atelier, 2002.

(14) Jean-Marie Guillon, « Le débarquement oublié du 15 août 1944 en Provence », *Le Monde*, 15 août 2014.

(15) Stéphane Weiss, *Le jour d'après : organisations et projets militaires dans la France libérée : août 1944-mars 1946*, thèse de doctorat, 2016. Voir aussi le dossier thématique « L'intégration des FFI dans l'armée en 1944-1945 » paru dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 102, septembre 2020.



▲ Engagement des FFI dans l'armée régulière à Laval (Mayenne).

Documentation française

La Libération de Paris, symbole d'une insurrection réussie avec l'aide des Alliés

Par Fabrice Grenard

La Libération de Paris est l'exemple d'une insurrection qui a réussi avec l'aide des Alliés et montre qu'une coordination était indispensable en la matière pour éviter que les Allemands ne répriment dans le sang les insurgés, comme ce fut le cas à la même période à Varsovie.

Un climat insurrectionnel

Depuis un discours prononcé le 18 avril 1942, de Gaulle souhaite faire de Paris le symbole d'une France combattant pour sa propre libération. Très présent dans Paris et très tôt engagé dans la lutte armée, le parti communiste cherche de son côté à développer un climat insurrectionnel de « lutte populaire », conformément à la stratégie défendue par le parti mais aussi pour se positionner comme le fer de lance de la Résistance intérieure. Le parti et les différentes organisations qui lui sont affiliées (Front national, FTP) poussent à la grève et à la démonstration de force. À l'appel de la CGT, les cheminots lancent le 10 août un mot d'ordre de grève, que reprennent aussitôt les agents des PTT. Le 15 août, ce sont les policiers parisiens qui se mettent à leur tour en grève.

Depuis juin 1944, le commandement des FFI de la région parisienne a été confié à Henri Rol-Tanguy. Cet ancien ouvrier métallurgiste ayant combattu au sein des Brigades internationales est également le responsable des FTP à Paris. Le 18 août, il rédige un appel à l'insurrection placardé dans la nuit. Le lendemain, le principe de l'insurrection reçoit l'aval du délégué général représentant de Gaulle, Alexandre Parodi, soucieux jusqu'alors de retarder au maximum le déclenchement des opérations car les Alliés sont encore loin de la capitale. Elle éclate aussitôt. Pour être au plus près de l'insurrection, Rol-Tanguy transfère son poste de commandement le 20 août sous la place Denfert-Rochereau, dans un abri de la Défense passive⁽¹⁾.

Les forces en présence

Dans la région parisienne, la Résistance apparaît relativement bien structurée et doit pouvoir compter sur une trentaine de milliers d'hommes mobilisables. Mais elle n'a pu bénéficier des parachutages d'armes développés dans le reste de la France, à destination des zones de maquis. Pour toute la région parisienne, seuls 1 750 combattants sont en état d'être armés de fusils et de revolvers, dont 600 à Paris d'après Rol-Tanguy.

Face à eux, les Allemands sont environ 20 000, avec une cinquantaine de chars. Début août, Hitler a nommé comme nouveau gouverneur militaire de la garnison du Grand Paris le général von Choltitz. Il lui donne pour mission de « protéger le territoire contre tout acte de Résistance » et de défendre la ville. Il doit éviter que les Alliés ne s'en saisissent et en fassent un centre logistique leur permettant ensuite de progresser rapidement vers l'Allemagne.



Photo Gandheer/Musée de la Libération de Paris - musée du général Leclerc - musée Jean Moulin

▲ Une barricade barre la totalité de la rue du Renard à Paris.

Les combats dans Paris

Le 19 août et les journées suivantes s'inscrivent dans la lignée des grandes journées révolutionnaires du siècle précédent. Des barricades sont dressées dans différents quartiers de la capitale. Les bâtiments officiels sont investis par les résistants, notamment la préfecture de police, l'hôtel de ville ainsi que plusieurs ministères. Pour éviter que les combats ne tournent au bain de sang, un comité composé de Léo Hamon (CPL), Roland Pré (Délégation générale) et Henri Ribière (CNR), entreprend le 19 au soir de négocier une trêve par l'entremise du consul de Suède, Raoul Nordling. Von Choltitz accepte un cessez-le-feu. Mais la trêve est contestée par les partisans de l'insurrection. Rol-Tanguy ordonne de poursuivre les combats, tout en étant conscient que la victoire ne peut être acquise sans le secours des Alliés qui semblent vouloir contourner la capitale pour progresser plus vite vers le Reich. Le 20 août, il dépêche son chef d'état-major, le commandant Gallois, pour demander l'aide des troupes régulières. Dans une lettre rédigée le 21 août, de Gaulle demande au général Eisenhower l'autorisation d'envoyer à Paris la 2^e DB.

Les combats les plus violents ont lieu la journée du 22 août. Les résistants commencent à manquer de munitions, ce qui les place dans une situation critique. Ce même 22 août dans la soirée, Leclerc reçoit du général Bradley l'autorisation de marcher sur Paris. Depuis Argentan, la 2^e DB contourne les positions allemandes placées à l'Ouest de la ville. Les unités d'avant-garde de la 2^e DB, dirigées par le capitaine Dronne, entrent dans Paris par la porte d'Italie et la porte d'Orléans le 24 août. Parmi ces unités se trouvent la 9^e compagnie du régiment de marche du Tchad



Archives nationales (France), CP172A/1554

▲ Le 18 août 1944, un ordre de mobilisation générale signé du chef d'état-major FTPF est placardé dans la capitale. Il est barré d'une menace non voilée du Commandant militaire du Grand Paris : « Nous vous avertissons ! Pensez au sort de Paris ».

(surnommée la Neue car essentiellement constituée de républicains espagnols). Le 25 août, les FFI parisiens reçoivent également le renfort de la 4^e division d'infanterie américaine du général Barton.

La reddition allemande

Dans la matinée du 25 août, guidés par les FFI, les chars Leclerc atteignent la rue de Rivoli. Retranché dans l'hôtel Meurice, l'état-major allemand est fait prisonnier. Von Choltitz est conduit à la Préfecture de Police. Il est ensuite transporté gare Montparnasse, où Leclerc a installé son PC. C'est là que le général allemand signe, en présence du chef de la 2^e DB et de Rol-Tanguy, les ordres de cessez-le-feu. Le général de Gaulle, chef du GPRF, se rend au ministère de la guerre puis à l'Hôtel de ville où il prononce un discours resté célèbre : « Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! ». Le lendemain, 26 août, alors que quelques combats sporadiques se développent encore en banlieue nord, où les Alliés repoussent une tentative de contre-offensive allemande, un défilé de la victoire est organisé sur les Champs-Élysées.

Sans être un événement militaire déterminant, et si on ne peut pas affirmer que Paris s'est « libéré par lui-même », la libération de Paris constitue un moment très fort sur le plan symbolique. L'hebdomadaire *Life* écrit qu'il s'agit « du plus grand jour depuis la prise de la Bastille ».

(1) Le site utilisé par Rol-Tanguy pour lui servir de PC durant l'insurrection se situe sous le Musée de la Libération de Paris - Musée du général Leclerc - Musée Jean Moulin situé place Denfert-Rochereau et peut aujourd'hui se visiter.

La Haute-Savoie, premier département de métropole libéré par les seules forces de la Résistance locale

Par Fabrice Grenard

La Haute-Savoie constitue l'exemple d'un territoire français libéré par les forces FFI locales, plusieurs semaines avant l'arrivée des Alliés, dans le cadre d'opérations planifiées ayant permis d'isoler les troupes allemandes cantonnées dans le département pour les amener à capituler.

La réorganisation de la Résistance locale après la répression de l'hiver 1944

Après une forte croissance en 1943 liée au développement de nombreux maquis dans tous les massifs, la Résistance en Haute-Savoie a été la cible d'une répression importante au cours de l'hiver 1944. Le département est mis en état de siège par les autorités de Vichy, l'opération militaire *Hoch Savoyen* est déclenchée par la *Wehrmacht* contre le maquis des Glières.

Au cours du printemps, alors que la perspective du débarquement allié se précise, les structures de la Résistance dans le département font l'objet d'une importante réorganisation. Un jeune résistant lyonnais du mouvement Franc-Tireur, Georges Guidollet (*Ostier*), est nommé chef départemental des MUR avec pour mission de renforcer l'union des mouvements et de les préparer à former un nouveau pouvoir au moment de la Libération. Sur le plan militaire, après la mutation d'Humbert Clair (*Navant*) pour l'Isère, Joseph Lambroschini, *alias Nizier*, devient

à la mi-mai 1944 le chef départemental des FFI qui viennent d'être instituées en vue de coordonner la Résistance intérieure à l'approche du Débarquement.

Dans tout le département, les maquis se développent à nouveau après la crise terrible traversée au cours de l'hiver. Un mois seulement après son évacuation le 26 mars, une importante activité résistante est présente dans le secteur des Glières. Dès le 20 avril, le lieutenant Louis Jourdan (*Joubert*), seul officier rescapé des Glières, remonte sur le plateau avec les maquisards de la vallée de Thônes pour récupérer des armes que les Allemands n'avaient pas découvertes. L'adjudant-chef Louis Morel (*Forestier*), autre rescapé, réorganise des groupes de résistants dans le secteur de Thorens.

Le tournant du mois d'août

Le débarquement allié entraîne une intensification des opérations de sabotages et de guérilla dans tout le département, dont certains territoires sont partiellement libérés dès les mois de juin et juillet 1944. Dans plusieurs communes

passées sous le contrôle de la Résistance locale, les FFI en armes défilent pour le 14 juillet 1944. Seules les villes et les grands axes situés le long des principales vallées restent encore aux mains des Allemands.

Le mois d'août s'ouvre sur un grand parachutage aux Glières, qui provoque le rassemblement d'un millier d'hommes sur le plateau (des maquisards, mais aussi des « sédentaires » et même quelques femmes, quasi absentes des maquis) pour la réception d'un parachutage effectué par 72 bombardiers de la RAF (162 tonnes d'armes et de matériel largués). Ce parachutage du 1^{er} août concrétise l'union des forces de la Résistance (AS et FTP) entre lesquelles les armes sont partagées, donnant cependant lieu à quelques tensions. Les armes reçues permettent à la Résistance haut-savoyarde de passer d'actions de guérilla à des engagements militaires plus importants contre les forces allemandes afin d'envisager la libération du département.

La libération du département

La phase active de la libération du département début le 11 août, selon un plan en deux temps. Fermer les principaux accès qui mènent à la Haute-Savoie tout d'abord, afin d'isoler totalement le département et d'empêcher que des renforts allemands ne puissent venir de l'extérieur. Encercler les garnisons allemandes du département dans les villes où elles sont cantonnées ensuite.

Cette stratégie s'avère particulièrement efficace. Entre le 11 et le 15 août 1944, les combats pour le contrôle des axes de transport se développent dans toute la Haute-Savoie et donnent lieu à de nombreux accrochages, qui tournent à l'avantage des FFI, obligeant les Allemands à se replier systématiquement sur les principales villes, où l'étau ne cesse de se resserrer sur eux. L'annonce du débarquement allié en Provence le 15 août 1944 provoque des attaques coordonnées de toutes les garnisons allemandes. La garnison d'Évian se rend le 16 août, celle de Thonon le 17 août, celles de Cluses et d'Annemasse le 18. Le 19 août, la garnison allemande d'Annecy, commandée par le colonel Meyer et évaluée à un millier d'hommes, encerclée et sans espoir de renforts extérieurs, se rend sans combat et sans conditions aux FFI du commandant Nizier. Le dimanche 20 août 1944 a lieu la fête de la victoire à Annecy, avec un défilé des détachements FFI de tous les secteurs. ■



© Coll. départementale des Musées de l'Ain

▲ L'ensemble de la Haute-Savoie est libéré entre le 15 et le 20 août par les seules forces FFI. À Annemasse, des résistants traînent un drapeau nazi en signe de leur victoire.

La reddition de la colonne Elster

Par Fabrice Grenard

La reddition de la colonne Elster le 10 septembre 1944 à Issoudun (Indre) constitue l'une des plus grandes victoires obtenues par la Résistance lors des combats de l'été 1944 et montre l'efficacité des méthodes de guérilla pratiquées par les FFI pour harceler les unités allemandes se repliant vers le Reich.

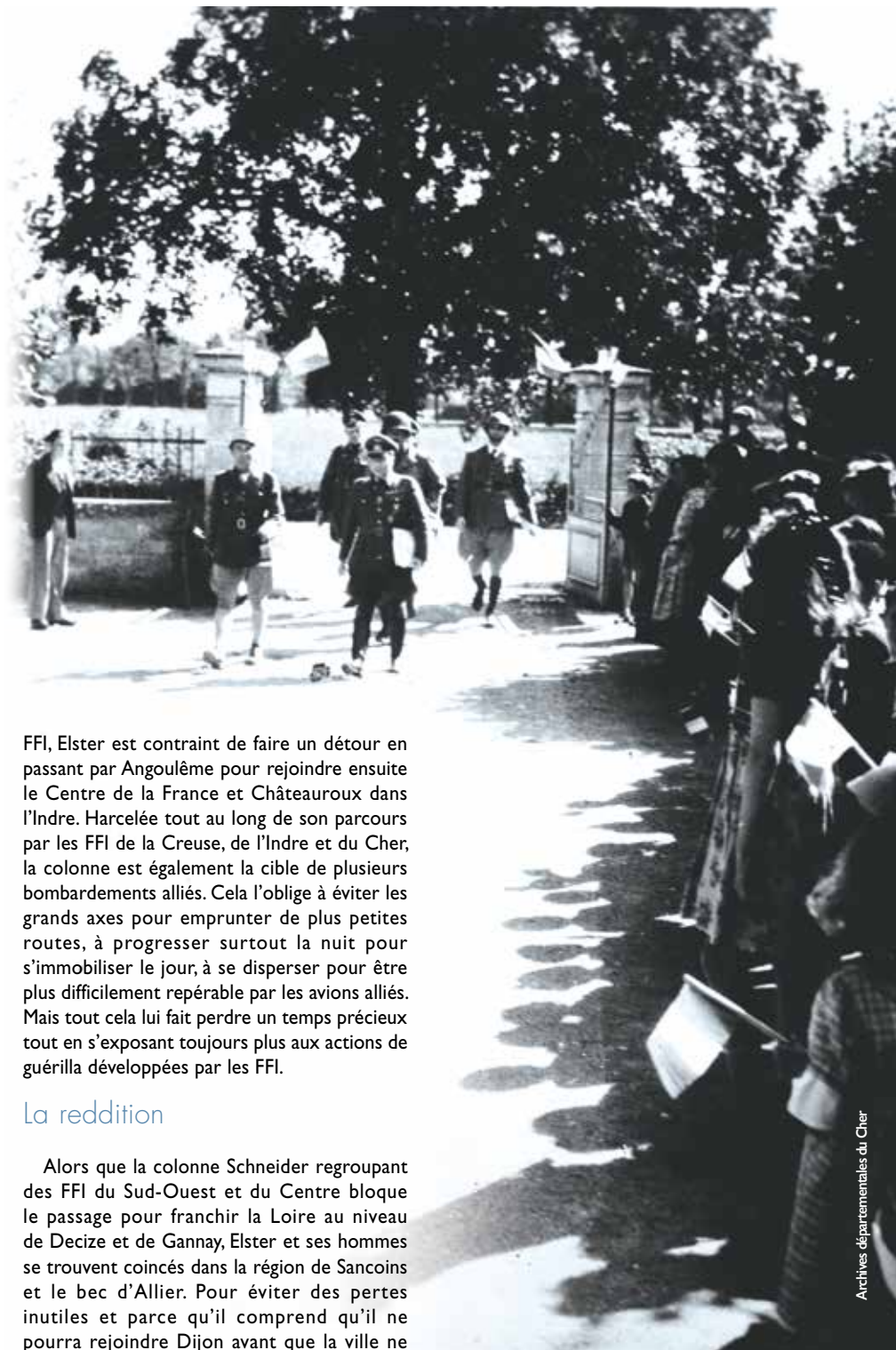
L'ordre de repli et la constitution de la colonne Elster

Alors que les troupes allemandes stationnées dans le Sud-Ouest et le Centre-Ouest de la France risquent d'être prises en tenailles par les unités alliées qui progressent le long de la vallée de la Seine au nord et celles qui ont pris pied en Provence pour remonter la vallée du Rhône à l'Est, Hitler leur donne un ordre de repli général le 17 août 1944. Baptisée *Herbstzeitlose* (Colchique d'automne), l'opération consiste à rassembler les principales unités allemandes qui se trouvent dans tout le Sud-Ouest en plusieurs colonnes afin de leur permettre de rejoindre au plus vite les villes de Dijon et de Belfort, avant que les Alliés n'aient effectué leur jonction dans le secteur, pour ensuite pouvoir se replier vers le Reich.

La colonne la plus importante est placée sous les ordres du général Botho Elster, qui était le chef de la *Feldkommandantur* de Mont-de-Marsan depuis avril 1944 après avoir exercé cette même fonction à Marseille en 1943. Elle se compose de 25 000 hommes cantonnés dans toute l'Aquitaine et se rassemble dans le Bordelais pour entamer son repli. Officier d'expérience, ayant combattu dans l'infanterie lors de la Première Guerre mondiale puis dans les chars sous les ordres de Guderian lors de la campagne de Pologne en septembre 1939, Elster n'est toutefois pas un fanatique. Il refuse d'ailleurs d'appliquer au moment du repli l'ordre de terre brûlée qui lui avait été donné depuis Berlin consistant à détruire toutes les infrastructures économiques et voies de communication pour que les Alliés ne puissent pas s'en servir.

Une progression difficile

Ensemble hétéroclite de fantassins, artilleurs, marins, aviateurs, la colonne Elster quitte Libourne les 20 et 21 août 1944. Mais à cette date, toute une partie du Limousin, que tente de traverser la colonne pour remonter vers le Nord-Est, est aux mains de la Résistance. Pour éviter la Haute-Vienne et la Corrèze contrôlées par les



FFI, Elster est contraint de faire un détour en passant par Angoulême pour rejoindre ensuite le Centre de la France et Châteauroux dans l'Indre. Harcelée tout au long de son parcours par les FFI de la Creuse, de l'Indre et du Cher, la colonne est également la cible de plusieurs bombardements alliés. Cela l'oblige à éviter les grands axes pour emprunter de plus petites routes, à progresser surtout la nuit pour s'immobiliser le jour, à se disperser pour être plus difficilement repérable par les avions alliés. Mais tout cela lui fait perdre un temps précieux tout en s'exposant toujours plus aux actions de guérilla développées par les FFI.

La reddition

Alors que la colonne Schneider regroupant des FFI du Sud-Ouest et du Centre bloque le passage pour franchir la Loire au niveau de Decize et de Gannay, Elster et ses hommes se trouvent coincés dans la région de Sancoins et le bec d'Allier. Pour éviter des pertes inutiles et parce qu'il comprend qu'il ne pourra rejoindre Dijon avant que la ville ne soit libérée par les Alliés, le général allemand décide de capituler. Il signe sa reddition à Issoudun le 10 septembre en présence du général américain Robert Macon, commandant la 83^e division d'infanterie américaine opérant au nord de la Loire. N'ayant pas été prévenu de la signature, le colonel Bertrand, chef de la 5^e région militaire FFI, demande et obtient qu'une seconde cérémonie de capitulation soit organisée en présence des responsables de la Résistance. Elle se déroule le 11 septembre à la

▲ Le général Elster arrive dans la cour de l'école et de la Mairie d'Arçay.

mairie d'Arçay. 19 605 soldats allemands dont 470 officiers et deux officiers généraux sont faits prisonniers alors que depuis son départ de Libourne la colonne déplorait la perte de près d'un quart de ses effectifs (6 000 hommes environ) tués, blessés ou faits prisonniers. ■

Colloque au Mémorial de Compiègne-Royallieu

Organisé en partenariat avec le Mémorial de l'internement et de la Déportation de Compiègne, le colloque intitulé, « Les premières tentatives de contact et de liaison entre la France libre et la Résistance en métropole », s'est tenu le 16 novembre dans l'ancien camp de Royallieu. Après les mots d'accueil de Joël Dupuy de Mery, adjoint au maire de Compiègne, d'Aurélien Gnat, directeur du Mémorial de Compiègne et de Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, les débats ont été introduits par Fabrice Grenard, directeur scientifique à la Fondation. Le public a ensuite pu entendre des intervenants très complémentaires quant à leur sujet d'étude : « Les premières liaisons entre le gouvernement belge en exil et la Résistance belge en Europe occupée, 1940-1941 » avec Thierry Grosbois du *Research Fellow*

au *Robert Schuman Institute of European Affairs* à l'Université du Luxembourg ; le « Sauvetage des soldats alliés en "zone rattachée" Nord-Pas-de-Calais : l'organisation des premières filières de passage (été 1940-été 1941) » avec Jean-Michel Dozier, directeur d'école honoraire, et Laurent Thiery, chargé de recherches à la Fondation de la Résistance ; « L'affaire du Buhara : février 1941, rejoindre l'Angleterre à tout prix » avec Isabelle Neuschwander, archivist et historienne ; « Brest, un port d'intérêt pour les Services de renseignements alliés et une zone de Résistance primitive (été 1940-fin 1941) » avec Gildas Priol, initiateur et animateur du projet Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest et enfin, « D'une révolte individuelle à une organisation collective : le réseau Confrérie Notre-Dame en Poitou et Anjou (été 1940-automne 1942) » avec Virginie Daudin, directrice du Centre régional « Résistance & Liberté ». De cette grande diversité a toutefois émergé une autre réalité : celle que cette résistance pionnière concernait certes une infime portion de la société mais qu'en même temps, beaucoup de ces initiatives allaient se rencontrer pour former les bases des grandes organisations de résistance que nous connaissons. Pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès à ces communications, la Fondation proposera prochainement leur retranscription sur le site du Musée de la Résistance en ligne. ●



Enregistrement de l'émission de webradio « Paroles d'histoire ». Céline Thiery (derrière le micro rouge) entourée par Alain Alexandra (face au micro jaune) et deux enseignants.

© Photo Laurent Thiery



De gauche à droite : Fabrice Grenard, Thierry Grosbois et Laurent Thiery.

© Photo Gildas Priol

« Paroles d'Histoire » : la Webradio support de transmission de l'histoire de la Résistance et de la Déportation

La formation académique « Résistance, déportations et récit radiophonique » a été créée dans le prolongement de la réalisation du dictionnaire biographique des 9000 déportés du camp de *Mittelbau-Dora*. Sa 5^e édition s'est déroulée à Caen, les 15 et 16 janvier, dans les locaux de la Division des Archives des victimes des conflits contemporains (DAVCC). Proposée à l'initiative du Clémi Normandie (Centre pour l'éducation aux médias et à l'information) en partenariat avec le Service Historique de la Défense à Caen et la Fondation de la Résistance, cette formation réunissait 18 enseignants de l'académie de Normandie. Parmi eux des professeurs documentalistes étaient venus de différents types d'établissements et en particulier des lycées professionnels. Pendant ces deux jours très riches étaient proposés un apport théorique sur la déportation des résistants, une présentation des ressources disponibles et une pratique de l'utilisation de la Webradio avec des élèves. Les enseignants, après avoir visité les magasins d'archives et la salle de lecture de la DAVCC de Caen ont pu se confronter au travail sur des dossiers de déportés résistants passés par le camp de concentration de Dora et sélectionnés selon leur secteur géographique d'exercice. *In Fine*, après avoir produit leur propre chronique en faisant « parler les archives », ils ont pu animer et enregistrer (en direct !) leur propre émission de radio « Paroles d'Histoire ». Le résultat est à écouter sur le Portail éducation aux médias du site de l'Académie de Normandie et sur le Musée de la Résistance en ligne.

La Fondation de la Résistance tient à remercier Céline Thiery, coordinatrice du Clémi Normandie et Alain Alexandra, responsable du SHD-Caen. ●

LT

La Fondation de la Résistance participe aux rencontres du CIERV à Vichy

Les 18 et 19 novembre 2023, le Centre International d'Études et de Recherches de Vichy (CIERV) a organisé ses VII^e rencontres sur le thème « Sports et sportifs en France entre 1940-1944 ». Lors de ces journées Jean-François Treffel, directeur général de la Fondation de la Résistance et Michel Promérat président du CIERV, ont signé une convention entre les deux institutions.

Fabrice Grenard, directeur scientifique de la Fondation, a proposé une communication sur « le régime de Vichy et les sports de montagne ». Raphaëlle Bellon, responsable des activités pédagogiques, a, quant à elle, retracé le parcours de Simonne Mathieu, en évoquant sa trajectoire des courts de tennis à la France libre.

Tout au long de ces deux jours, ont également été proposées des conférences sur les thèmes suivants : « le sport français

en 1939 » par Paul Dietschy, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté ; « les stades parisiens pendant la Seconde Guerre mondiale » par Michaël Delépine, chercheur associé à l'université de Bourgogne ; « la guerre des rugbys entre 1940 et 1944 » par Robert Fassolette, formateur au CREPS Vichy ; « les Juifs de France et le sport pendant l'Occupation » par Étienne Pénard, maître de conférence à l'UCO-IFEPSA Angers ; « Rino Della Negra, footballeur et partisan » par Jean Vigreux, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne. Le

public a également pu découvrir *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, les publications du CIERV et les ouvrages des intervenants proposés par la librairie *À la Page de Vichy*. ●

FG



CIERV

À lire

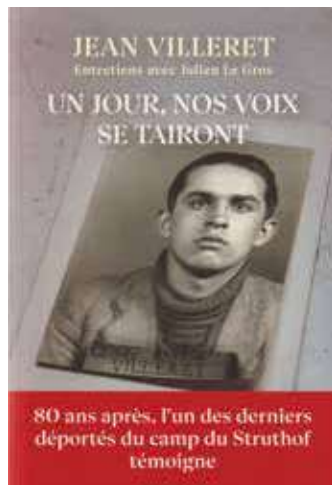
Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

Un jour, nos voix se tairont.
Jean Villeret.
Entretiens avec Julien Le Gros.
Paris, Alisio Histoire, 2023,
189 p., 18 €.

Ce livre est bien plus qu'un témoignage de résistant déporté, celui de Jean Villeret. C'est avant tout une mise en page des liens tissés entre deux hommes engagés pour la transmission. À la lecture de ces entretiens, on mesure la complicité et le respect réciproque qui animent Julien Le Gros et Jean Villeret. Le premier, journaliste, a consacré une grande partie de sa carrière à la Mémoire de cette période. Inlassablement, il a joué un rôle de relai essentiel pour la communication des événements mémoriels et historiques, petits et grands, qui ont nourri l'histoire de la Résistance et de la Déportation depuis plusieurs années. Cette expérience se ressent très largement dans la construction de ses entretiens avec Jean Villeret. Le résultat confère un récit rythmé, attrayant et structuré qui permet et facilite une réutilisation notamment dans le cadre de projets pédagogiques. Chaque nom cité ou terme nécessitant un développement pour un lecteur moins averti est présenté et explicité. Il faut dire que le parcours de Jean Villeret, jeune résistant, transpire de cette exemplarité à mettre en exergue et à donner pour modèle. Un homme clairvoyant, comme peu l'ont été dans le même contexte qui tentera de rejoindre la France libre avant de s'engager dans la Résistance intérieure. Un homme de son temps, « *rebelle un jour, rebelle toujours* » et d'une grande ouverture d'esprit comme en témoigne la remarquable préface signée par Jean-Luc Schwab. Au travers de ces échanges, c'est enfin l'histoire complexe et spécifique de la déportation *Nacht und Nebel* au sein des camps de Natzweiler-Struthof, Dachau et Allach qui est présentée et incarnée.

Jean Villeret nous a quittés le 20 novembre 2023 dans sa 100^e année mais le livre de Julien Le Gros lui donne cette pérennité que seul le papier permet d'offrir. ●

Laurent Thiery



Compagnons de la Libération écrivains.
Sous la direction d'Alfred Gilder et de François Broche.
Préface du général de division (2S) Christian Baptiste, délégué national de l'Ordre de la Libération.
Paris, Association des écrivains combattants, éditions Glyphe, 2023, 496 p., 26 €.

Ce livre est né de la volonté d'Alfred Gilder, secrétaire général de l'association des Écrivains Combattants, et de François Broche, fils de Compagnon de la Libération et historien de la France libre. Autour d'eux, ils ont réuni 79 auteurs – trois sont liés à la Fondation de la Résistance, dont son président Gilles Pierre Levy – pour évoquer le parcours de 117 Compagnons de la Libération écrivains. En effet, une des particularités de l'Ordre de la Libération, en dehors de réunir des résistants et des Français libres aux parcours à proprement parlé extraordinaires, est de compter un grand nombre d'écrivains. Parmi les plus célèbres, on pense immédiatement à Jean Cassou, Romain Gary et André Malraux ou bien à des journalistes comme Pierre Brossolette, Claude Bourdet et Rémy Roure. Au-delà de ces grands noms, sur les 1038 Compagnons de la Libération, plus de 150 ont pris la plume au cours de leur vie. L'expression « écrivain » est ici prise au sens large puisque l'ouvrage évoque l'ensemble des Compagnons ayant publié des écrits de nature diverse.



Ce livre collectif a donc pour ambition de nous faire découvrir les membres de cette « chevalerie exceptionnelle », créée par le général de Gaulle en novembre 1940, au prisme de leurs écrits auxquels se sont nourris de leur expérience de la guerre mais aussi de leurs différentes passions et talents. Ainsi, leurs journaux personnels, leurs carnets de guerre et leurs correspondances sont aujourd'hui autant de témoignages uniques pour découvrir leur univers mental et leur perception « à chaud » des événements qu'ils étaient en train de vivre. Leurs Mémoires et leurs récits historiques nous permettent de comprendre leurs parcours hors du commun durant la Seconde Guerre mondiale. Mais, à côté de tous ces écrits de guerre, les lecteurs apprécieront la variété des sujets traités dans leurs publications qui reflètent la diversité des formations,

des engagements ou des centres d'intérêt des Compagnons de la Libération. Ainsi, le philosophe des mathématiques Jean Cavailles rédige *Transfimi et continu* (parution posthume de 1947), l'archéologue Marie Hackin, spécialiste du site de Begram et de Bamiyan, un livre sur les *Légendes et les coutumes afghanes* (publié plus de dix ans après sa mort, en 1953), Félix Eboué plusieurs études sur les langues et les sociétés africaines comme *Les peuples de l'Oubangui-Chari* (1935). Marcelle Henry étudie le chômage (*Les problèmes du chômage*, 1942) tandis que Berty Albrecht s'intéresse au planning familial dans sa revue *Problème sexuel* (1933-1935). Citons encore Dominique Ponchardier, auteur prolifique de romans policiers ou bien encore l'historien et anthropologue Jean-Pierre Vernant connu pour ses livres sur l'histoire et la mythologie de la Grèce antique comme *Mythes et pensées chez les Grecs* (1965). De leurs côtés, Pierre-Louis Bourgoïn, Claude Hettier de Boislambert et François Sommer, chasseurs dans les grands espaces africains, sont à l'origine de nombreux ouvrages cynégétiques dont certains ont pressenti le rôle que pouvait avoir la chasse dans la protection des espèces et des biotopes.

Ce panorama original et sans précédent nous offre une vision à la fois renouvelée et incarnée des Compagnons de la Libération. ●

Frantz Malassis

Arrivée de Louis Allier à la Fondation de la Résistance

Louis Allier a rejoint l'équipe de la Fondation de la Résistance où il occupe la fonction de chargé de projets numériques. En plus de gérer notre communication sur les réseaux sociaux, il s'occupe notamment de la refonte de nos sites internet. ●



L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance à Paris et en province



Le salon du livre résistant à Paris

Le salon du livre résistant de l'Association des Amis de la Fondation de la Résistance s'est tenu le 9 décembre 2023.

Plus d'une trentaine d'auteurs avaient répondu à notre invitation pour ce moment unique d'échanges entre les visiteurs venus nombreux et les auteurs qui présentaient et dédicaçaient leurs derniers ouvrages.

Le grand choix d'ouvrages exposés, qu'il s'agisse d'études historiques, de biographies ou de bandes dessinées, traitait des différents aspects de l'histoire de la Résistance : mouvements, réseaux, maquis, répression...

L'offre importante de livres et de bandes dessinées publiés par des descendants qui retracent le parcours exemplaire d'un ancêtre résistant montre tout l'intérêt des familles à mener ces recherches et à les partager avec un large public.

À l'occasion de l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian, plusieurs ouvrages présentaient son parcours ainsi que ceux des autres membres des FTP-MOI parisiens.

La présence de plusieurs musées (musée de la Résistance nationale, musée de la Libération de Paris - musée du général Leclerc - musée Jean Moulin, musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère), du service des Hauts-lieux de la mémoire nationale en Île-de-France, des Presses universitaires de Grenoble et d'associations (ANACR, AERIA) reflétaient la diversité des stands que nous avons prévus et des relations que notre association entretient avec d'autres acteurs mémoriels.

Nous vous donnons rendez-vous à la fin de l'année 2024 pour notre prochaine édition du salon du livre résistant.

Une conférence de Denis Peschanski

Dans la perspective de l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian, notre association a souhaité participer à l'hommage rendu aux résistants FTP-MOI et à l'évocation historique de leur combat.

C'est ainsi que nous avons reçu le 31 janvier Denis Peschanski, directeur émérite de recherche au CNRS, président du conseil scientifique et d'orientation de la Mission Libération, qui a joué un rôle important dans l'initiative qui a conduit à cet hommage national.

Denis Peschanski a tout d'abord rappelé les enjeux mémoriels de cette panthéonisation, la

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a multiplié ses activités culturelles et mémorielles.

première concernant un résistant étranger. Cet événement, associé à une reconnaissance du statut de « Mort pour la France » attribué aux résistants étrangers, témoigne d'une volonté de convergence mémorielle portée par le président de la République.

Abordant l'histoire des FTP-MOI parisiens, il a présenté le contexte de l'immigration en France dans les années 1920-30, le développement de structures spécifiques aux étrangers au sein du parti communiste français, comme la MOE puis la MOI, puis le développement de la Résistance au sein du PCF ayant abouti à la création des Francs-Tireurs et partisans français (FTPF). Il s'est ensuite attardé sur l'organisa-



Denis Peschanski (à droite) et Maurice Bleicher.

sation des FTP-MOI et sur les nombreuses opérations menées par ce groupe qui imposa aux forces allemandes une pression quotidienne.

Il a enfin expliqué le processus de répression mis en œuvre par les brigades spéciales de la police française dont le professionnalisme et le zèle à traquer les partisans aboutira à de nombreuses arrestations parmi les membres du groupe Manouchian ainsi que celle du chef des FTP parisiens, Georges Epstein.

Signature d'une convention avec l'AERIA

Le 9 février 2024, une convention a été signée par François-Xavier Mattéoli, président des Amis de la Fondation de la Résistance et Marie Goerg Lieby, présidente de l'Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens (AERIA). Elle concrétise la coopération de ces deux associations qui s'engagent à mettre en place des actions communes afin de continuer de préserver et transmettre l'héritage des résistants au plan alsacien et national.



François-Xavier Mattéoli (à droite) et Marie Goerg Lieby

Le CNRD 2023-2024 en Bretagne

Le 6 décembre à Pont de Buis les Quimerch, François Fouré, délégué pour le Finistère, a participé à la réunion de présentation du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2023-2024. Ce département est très impliqué dans ce concours puisque 600 élèves et une trentaine d'établissements du département y ont participé. Cette réunion était présidée par Philippe Chérel, IA-IPR d'histoire et géographie, référent Mémoire et Citoyenneté de l'académie de Rennes lequel a présenté le thème en mettant en avant *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 114 porteuse de la brochure nationale du CNRD 2023-2024.

Le 10 janvier, une quinzaine d'enseignants ont assisté au musée de la Résistance en Bretagne à Saint-Marcel à une après-midi organisée par le Comité de liaison du CNRD du Morbihan.

Après le mot d'accueil de Claire Lécuyer, présidente du Comité de liaison, Laurent Blanes, directeur académique des services de l'Éducation nationale du Morbihan, a présenté le Concours et les valeurs qu'il transmet depuis 1961.

Philippe Chérel a présenté le thème du Concours 2024 : « Résister à la déportation en France et en Europe ». Tristan Leroy, conservateur du Musée de la Résistance en Bretagne, a ensuite évoqué la résistance avec l'exemple du maquis de Saint-Marcel et a exposé l'offre pédagogique du Musée.

Céline Guillemin, professeure documentaliste au lycée Colbert à Lorient et Patricia Arzel-Mazet, déléguée du Morbihan, ont présenté différentes ressources pédagogiques à la disposition des enseignants.

Activités en Aveyron

Marc Hubentz, délégué de l'Aveyron, a assisté le 21 octobre 2023 à l'apposition d'une plaque mémorielle à Saint-Jean-Delnous au nom de Eugénie Héral, Juste parmi les Nations et, le 10 novembre, au vernissage de l'exposition Jean Moulin à la sous-préfecture de Villefranche de Rouergue.

Par ailleurs, il a participé, le 22 novembre, à la réunion de lancement du Concours national de la Résistance et de la Déportation à Capdenac Gare. ●

Maurice Bleicher

Adhésion :

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex – 75015 Paris

Courriel : contact@memoresist.org

site internet : www.memoresist.org

Page Facebook :

[www.facebook.com/ Memoresistance](https://www.facebook.com/Memoresistance)

Tél. : 01 45 66 92 32

Yves Meyer (1923-2024), une vie d'engagements

Yves Meyer, résistant-déporté, membre du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance est décédé le 31 janvier 2024 à l'Institution nationale des Invalides où il était pensionnaire. Un hommage militaire lui a été rendu le 19 février dernier en l'Hôtel national des Invalides. Nous avons souhaité rappeler son parcours exemplaire.

Né le 18 décembre 1923 à Paris, Yves Meyer est issu d'une famille d'origine alsacienne. Sa jeunesse est marquée par les mouvements de scoutisme laïque. Membre des Éclaireurs de France, il y apprend la vie en collectivité, la rigueur et le sens du commandement, autant de qualités qui lui seront utiles dans la clandestinité. Ayant lu *Mein Kampf* avant la déclaration de guerre, il est bien conscient de la montée des périls. Trop jeune pour être mobilisé, il connaît l'exode de mai-juin 1940 et, le 18 juin 1940 alors qu'il séjourne à Palavas-les-Flots (Hérault), il entend l'appel du général de Gaulle. Avec sa famille, il s'installe bientôt à Marseille où il obtient un poste dans une compagnie de navigation dirigée par Pierre Louis-Dreyfus⁽¹⁾ avec lequel il devient proche.

Une résistance précoce et multiforme

Refusant viscéralement la défaite, bien décidé à agir, Yves Meyer commence par entreprendre des actions de propagande. Il diffuse alors des tracts dans les boîtes aux lettres et perturbe la projection des actualités pro allemandes dans les salles de cinéma. Puis, il dérobe des cachets officiels à la préfecture de Marseille afin de confectionner des faux papiers nécessaires aux premiers résistants.

En 1942, souhaitant ardemment rejoindre la France libre à Londres, il apprend que Pierre Louis-Dreyfus a également ce projet et lui demande de pouvoir profiter de sa filière. C'est ainsi qu'Yves Meyer est mis en relation avec Pierre Julitte⁽²⁾, envoyé par le BCRA en septembre 1942 pour fonder le réseau Julitte. Celui le recrute immédiatement dans son réseau et lui demande de rester en France pour l'aider à développer cette organisation clandestine. En novembre 1942, devenu permanent de ce réseau, Yves Meyer a la charge du transport des postes émetteur-récepteur et de la protection des radios lors des transmissions clandestines. En mars 1943, après l'arrestation de Pierre Julitte et le démantèlement du réseau, Yves Meyer est pris en charge par le mouvement Combat à Grenoble (Isère) qui tente de le faire passer en Angleterre *via* l'Espagne. Arrêté à Mont-Louis (Pyrénées-Orientales), il est remis à la *Gestapo* mais parvient à leur échapper lors de son transfert à la citadelle de Perpignan. Il regagne alors Grenoble où il entre en contact avec l'organisation Prévôt rattachée par la suite au Service National Maquis qui dépend des Mouvements Unis de la Résistance (MUR). En juillet 1943, dans le cadre de ses nouvelles missions, il crée un maquis à Albiez-le-Vieux (Savoie). Alors qu'il n'a pas encore vingt ans, ses qualités de meneur d'hommes développées lors de ses années de scoutisme lui permettent d'encadrer et de former



Yves Meyer lors d'une cérémonie au Mémorial des martyrs de la Déportation à Paris en juillet 2010.

aux combats à venir de jeunes réfractaires au Service du Travail Obligatoire. En décembre 1943, à La Mure (Isère), il vient prendre en charge un groupe de mineurs espagnols qui ont combattu dans les rangs des républicains durant la guerre d'Espagne. Activement recherché, Yves Meyer est arrêté par la *Gestapo* à la gare de Grenoble mais parvient encore une fois à s'évader. Il rejoint dès lors le Service National Maquis à Paris. En mars 1944, fort de son expérience, Yves Meyer est dirigé vers la région A (Seine-Inférieure, Nord, Pas-de-Calais, Somme) pour devenir l'adjoint au chef régional du Service National Maquis, le commandant de Kergaradec. Après l'arrestation de ce dernier, Yves Meyer reprend la direction Service National Maquis de la région A.

L'épreuve de la Déportation

Bientôt la répression s'abat sur Yves Meyer. À la suite de l'infiltration d'un agent travaillant pour la *Gestapo*, il est arrêté le 3 juin 1944 en compagnie du chef départemental FFI de Seine inférieure. Torturé à Rouen, puis rue des Saussaies à Paris, il est écroué à Fresnes et à Rouen avant d'être interné au camp de Compiègne-Royallieu. Il est alors déporté en Allemagne, par le convoi du 2 juillet 1944 plus connu sous le nom de « train de la mort ». Sur 2 500 hommes déportés, au moins 900 décéderont durant le trajet qui dure quatre jours. Arrivé le 5 juillet 1944 au camp de concen-

tration de Dachau, Yves Meyer devient le matricule 76 569⁽³⁾. Il est transféré dans l'un des camps du Neckar pour être affecté notamment au *Kommando* de l'usine Daimler-Benz-Mercedes installée dans la mine d'Obrigheim pour échapper aux bombardements alliés. En effet, dans cette usine, les Allemands fabriquent des moteurs destinés aux avions Messerschitt. Ayant survécu au typhus fin 1944, il est libéré par l'armée américaine à Osterburken (Bade-Wurtemberg) le 4 avril 1945. Très affaibli par les conditions inhumaines du régime concentrationnaire Yves Meyer, qui ne pèse plus que 32 kilos, est rapatrié en France le 21 mai 1945.

Le retour à la vie et la fidélité à la Résistance

Après une longue convalescence à la maison de repos de Collonges-sous-Salève en Haute-Savoie (été 1945) et au sanatorium d'Arosa en Suisse (hiver 1945), Yves Meyer développe l'imprimerie familiale fondée par son père et son grand-père. À la retraite, fidèle à ses camarades, il ne cesse de témoigner de son parcours de résistant-déporté dans les établissements scolaires en rappelant que la Résistance était un combat « pour la démocratie contre la dictature » et qu'il faut aujourd'hui « lutter contre les excès ».

Commandeur de la Légion d'honneur, titulaire de la médaille de la Résistance française⁽⁴⁾, membre de la commission nationale de cette décoration créée par le général de Gaulle le 9 février 1943, Yves Meyer était membre du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance depuis novembre 2020. Décédé le 31 janvier 2024, un hommage lui a été rendu en l'Hôtel national des Invalides le lundi 19 février auquel assistait notre président Gilles Pierre Levy. ●

Frantz Malassis

(1) Il est fait compagnon de la Libération par décret du 17 novembre 1945.

(2) Il devient compagnon de la Libération par décret du 12 septembre 1945.

(3) Cf *Livre mémorial des déportés de France arrêtés par mesure de répression et dans certains cas par mesure de persécution 1940-1945*, Paris, Fondation pour la Mémoire de la Déportation, éditions Tirésias, 2004, tome II, p. 1147.

(4) Décret du 15 octobre 1945 paru au *Journal officiel* du 19 octobre 1945.

Sources :

- communiqué de presse de la Présidence de la République paru le 1^{er} février 2024 suite au décès d'Yves Meyer.
- article de Jean Chichizola dans le *Figaro* du 10-11 février 2024